

0304

201-1

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Réflexions

sur

l'Ouvrage de M^r. de Pradt

intitulé:

de la Révolution actuelle de l'Espagne
et de ses suites.



Par

le Comte de Lusi.

Septembre 1820.

Berlin.
Chez Fr. Nicolai, Libraire.

Avant - propos.

L'Europe commençoit enfin à jouir d'un repos long-tems désiré et rendu nécessaire par une longue série de guerres sanglantes. Le tems paroissoit arrivé, auquel la génération actuelle pouvoit s'appliquer paisiblement à guérir les plaies que ces troubles lui avoient infligées; lorsqu'une hydre, mille fois plus effroyable que tous les maux de la guerre, éleva ses têtes menaçantes et répandit son venin sur une grande partie de l'Europe.

Des hommes ambitieux et hardis organisèrent des sociétés, dont le but devoit être de changer la forme des gouvernemens et d'établir d'autres rapports entre les Souverains et leurs sujets que ceux qui avoient existé depuis des siècles. Ces

hommes ne manquèrent pas de recrues, dont plusieurs agissoient de bonne-foi et dans l'espoir d'opérer le bien, d'autres étoient guidés par l'ambition d'autres enfin par leur esprit turbulent.

Si les chefs de ces sociétés avoient eu réellement à coeur le bien-être de leur patrie, ils auroient pris en considération que de telles mesures devoient, même en cas de succès, exposer leur pays aux horreurs de l'anarchie. Les exemples du passé auroient dû leur montrer qu'il faut qu'une nation s'épuise par des torrens de sang, avant qu'elle vienne de nouveau se soumettre au joug des lois, quand on a eu l'imprudence de lui ôter ce frein salutaire. Et comment opérer un changement de gouvernement par la masse, sans briser tous les liens et sans dépasser toutes les bornes dans lesquelles la loi retient l'individu!

Les gouvernemens européens jugèrent différemment sur l'importance de ces sociétés. On ne fit guère attention à elles dans quelques pays; dans d'autres on pré-

vit l'influence dangereuse que ces principes pourroient avoir sur la jeunesse, et l'on éloigna les instituteurs qui tâchoient de les répandre. Mais en général on ne prit que les mesures les plus modérées, parce qu'il étoit difficile d'entrevoir l'étendue et l'importance du mal. Un assemblage particulier de circonstances fit enfin éclater la flamme dans la péninsule espagnole; les succès de cette révolution encouragèrent les Carbonari en Italie, et le royaume des Deux-Siciles fut ensuite le théâtre de la sédition et de toutes les horreurs de l'anarchie.

Il paroît que le mal en restera-là. Un grand Souverain vient de prendre des mesures qui empêcheront pour le moins en Italie les progrès de cette épidémie; et les malheurs auxquels cette rage révolutionnaire vient d'exposer la Sicile, contribueront de leur côté à calmer par leur exemple les têtes turbulentes.

Mais il faut aussi dévoiler aux yeux du public la fausseté des principes sur les-

quels on a basé pour organiser ces révolutions. Il faut répondre à des écrits qui tâchent de représenter le bouleversement d'un gouvernement comme une action méritoire. L'ouvrage de Mr. de Pradt est de ce genre. Je suis très éloigné de supposer que Mr. l'archevêque ait les moindres desseins révolutionnaires; mais il me paroît qu'il se fait illusion sur les causes et sur les suites probables des troubles espagnols, et c'est en considérant la dangereuse influence que de tels écrits peuvent avoir sur ceux qui se laissent entraîner par la beauté du style sans examiner le fond de l'ouvrage, que j'ai tâché de relever dans mes réflexions les points qui m'ont paru inconséquens et contradictoires.

Les événemens remarquables qui ont eu lieu au-delà des Pyrénées depuis le commencement de l'an 1820 n'ont pu manquer d'attirer les regards du monde et l'attention particulière de tous les cabinets. Les soins généreux des plus puissans Souverains de l'Europe venoient d'établir un système qui devoit garantir une paix durable aux états épuisés par de longues calamités. Ces pères de l'humanité avoient sacrifié eux-mêmes bien des intérêts particuliers pour concourir à ce grand but, et pour laisser à la postérité un exemple inoui de fermeté dans le malheur et de modération dans la prospérité.

Qui se seroit imaginé que du fond de l'Ibérie un foible corps de troupes pût opérer une secousse, qui, changeant dans un moment la forme du gouvernement espagnol, fourniroit à l'Europe un sujet du plus vif intérêt!

Mais aussi, qui pourroit se cacher maintenant, qu'il est d'autant plus important de suivre et de contrôler la marche de cette étrange révolution depuis son origine jusqu'au moment actuel; qu'il ne s'agit de rien moins que de préserver l'Europe de l'influence d'un exemple aussi dangereux et aussi opposé au grand but des Souverains, qui est de faire le bonheur de leurs peuples!

Il faut en conséquence tâcher premièrement de détromper le public sur les raisons qui ont opéré les changemens arrivés en Espagne, et tâcher en second lieu de dissiper l'illusion qui règne sur les suites probables de ce funeste événement.

C'est sous ce rapport qu'il est pénible de voir un ouvrage sorti de la plume d'un écrivain aussi brillant que fécond, présenter un tableau illusoire des causes de cette révolution, et qui montre sous des couleurs riantes une calamité effroyable.

On ne peut que gémir de ce que l'éloquence de l'auteur entraînera peut-être beaucoup d'individus à embrasser des maximes révolutionnaires contraires à leurs propres sentimens, et dont le développement ne pourroit que nuire à la tranquillité et au bonheur de leur pays.

Tâchons donc d'examiner les opinions énoncées dans l'ouvrage de Mr de Pradt; voyons si

les causes de la révolution d'Espagne sont telles qu'il les indique, et si l'on peut en espérer des suites aussi favorables que celles qu'il pronostique et telles que chaque ami de l'humanité doive les désirer.

Dans son introduction Mr de Pradt nous informe qu'au même jour auquel „des sermens d'une fidélité croissante avec le cours des âges se répétoient autour de tous les trônes, un cri accusateur s'éleva contre celui de l'Espagne, qu'il s'accrut, s'aggloméra, arriva au pied du trône, et pouvant le renverser, se borna à lui commander une métamorphose.”

Apparemment qu'au premier de janvier 1819 l'Espagne fit à son Souverain des sermens d'une fidélité croissante avec le cours des âges; ce cri, qui menaça le trône une année plus tard, fut donc en tout cas la voix du parjure, et l'on espère trouver quelques mots de Mr l'archevêque pour condamner une action aussi contraire aux lois divines et humaines. On s'étonne d'autant plus de le voir applaudir au crime et de l'entendre s'écrier sur „l'admirable rapidité des conquêtes de la raison.” Il nous dit qu'il ne faut qu'un moment pour éclairer et pour délivrer une nation. Est-ce qu'un peuple peut être éclairé et délivré par une

poignée de soldats séditeux, jouets de quelques chefs rebelles contre leur Prince?

La comparaison que l'auteur fait ensuite du corps d'armée prussien sous le général York avec celui du colonel Quiroga, paroît étrange quand on considère de sang-froid la différence de la situation des deux armées et de leurs chefs. Le général York commandoit ce corps d'armée par l'ordre de son Roi; c'étoit à son Souverain, à sa patrie, qu'il étoit responsable de l'existence de ses troupes. Il conclut un armistice avec les généraux russes parce que sa position militaire l'exigeoit ainsi. Abandonné de Napoléon fugitif, séparé de l'armée française, le général York se déclara neutre jusqu'aux ordres ultérieurs de son Roi. S'il prévit que ces ordres s'accorderoient avec ses propres vœux, avec ceux de la nation et de l'armée prussienne; s'il prévit que le Roi s'uniroit à son ancien allié pour combattre l'oppresser de l'Allemagne, il n'en demeura pas moins fidèle à ses sermens. Si le Roi l'eût ordonné, l'armée prussienne auroit combattu pour Napoléon, quoiqu' en gémissant. Cette fable de la trahison du général York a été tant rebattue dans les bulletins de Bonaparte que même ceux qui l'ont forgée ont fini par la croire véritable. Il faut la ranger dans la même caté-

gorie avec celle du sergent du pont de Leipzig et celle de la crûe subite du Danube à la bataille d'Aspern.

Le colonel Quiroga, au contraire, se mit arbitrairement à la tête d'un corps, dont le commandement ne le regardoit nullement. Il désobéit aux ordres de son Souverain et s'enferma dans l'île de Léon, d'où il envoya des détachemens par le pays pour exciter les sujets de son Roi à la révolte. Il faut juger de ces espèces d'actions selon la manière dont elles eussent fini pour leur auteur en cas de malheur; c'est-là la pierre de touche par laquelle on en reconnoît la valeur. Le général York auroit pu être jugé par un conseil de guerre, on y eût tâché de découvrir si sa capitulation avoit été nécessaire ou non pour la conservation de ses troupes; mais Quiroga eût été jugé et puni comme coupable de haute trahison.

La page suivante contient des éloges d'une armée, qui, envoyée par son Prince pour faire la guerre au dehors, aime mieux porter le trouble dans sa patrie que d'obéir, et qui a le seul mérite de ne pas égorger ceux de ses compatriotes qui ne s'opposent pas à ses desseins. Il y a une étrange contradiction dans cet endroit. L'auteur, tout en comblant de louanges le corps d'armée

séditieux, fait des éloges au peu de victimes qui s'étoient dévouées pour soutenir les droits de leur Souverain et leurs sermens. Il dit qu'ils faisoient leur devoir. Or il est clair que dans ce cas leurs adversaires avoient manqué au leur et qu'ils ne méritaient pas les éloges que l'auteur leur prodigue.

Après avoir examiné les tentatives différentes qui avoient eu lieu en Espagne pour rétablir la constitution des Cortès, Mr. l'archevêque range en trois classes différentes les époques du règne de S. M. C. Il nous instruit de la différence qui existe entre l'Espagne actuelle et celle de 1808, et après nous avoir promis de développer les raisons de la révolution du premier janvier, il se borne à nous tracer un tableau des troubles antérieurs de ce pays, tableau malheureusement rempli de vérités, mais qui est exposé avec un manque total de ce respect et de ce ménagement que chaque membre de l'ordre social doit aux têtes couronnées.

L'auteur en vient enfin aux causes de la révolution d'Espagne, et l'on peut résumer qu'il regarde comme les principales:

- 1) le voisinage de la révolution française.
- 2) Le degré de culture de l'Espagne, trop

avancé pour son ancienne forme de gouvernement.

- 3) La conduite sévère du Roi contre les membres et contre les amis de la constitution des Cortès.

Nous allons examiner ces trois points:

ad 1. La révolution française dut exciter en Espagne une sensation encore plus forte qu'elle ne le fit dans le reste de l'Europe. Les deux pays étoient voisins, leurs Souverains proches parens, ils suivoient la même religion; enfin il y avoit tant de points de contact, qu'il falloit une différence de caractère national telle qu'elle existe entre les deux peuples, pour que l'exemple de la France ne produisit pas les troubles les plus sérieux en Espagne dès l'an 1790. Rien n'eût été plus naturel dans ce tems-là, que des mouvemens révolutionnaires en Espagne. Mais il est difficile de supposer qu'une nation veuille imiter l'action d'une autre, après avoir été le témoin oculaire de ses suites funestes. Pouvoit-on souhaiter en Espagne de faire naître dans le sein du pays des Robespierre, des Marat, etc.? Pouvoit-on souhaiter de voir un ambitieux, favori de la fortune, cueillir, ou pour mieux dire, acheter au prix du sang espagnol, des lauriers à l'autre bout de l'Eu-

rope, et finir par attirer dans la capitale le courroux et les armées des peuples offensés? Pouvoit-on être édifié de voir les autels de la religion renversés? Le peuple, le plus dévoué au catholicisme, pouvoit-il applaudir à l'esclavage de deux papes et souhaiter d'imiter cet exemple? Non. La révolution françoise portoit un caractère trop anti-espagnol, elle a été signalée par trop de malheurs, pour que l'Ibérie ait pu se la proposer comme un modèle à suivre.

ad 2. On se plâit un peu trop de nos jours à se rabattre sur l'incompatibilité entre le haut degré de culture actuelle et la forme d'un gouvernement purement monarchique. Malheureusement on ne sait exactement en quoi ce haut degré de culture consiste. Il faut espérer que les artisans et les laboureurs ne seront pas tentés de quitter leurs ateliers et leurs charrues pour venir siéger dans une chambre; que le laborieux forgeron ne lira pas l'esprit des lois, et que l'utile cultivateur ne s'occupera pas à balancer le profit de la compagnie des Indes. Il faut craindre que ce ne soit-là cette perfection de culture à laquelle on en viendroit si chaque individu vouloit se mêler des affaires du gouvernement.

Mais, répondra-t-on, ce n'est pas-là de quoi

il s'agit; on ne veut qu'un représentant pour 40 ou 80,000 hommes. Il sera élu par eux, il les représentera, il proposera ce qui est salutaire à leurs intérêts, il veillera à leur tranquillité. La classe la plus respectable du peuple aura la faculté de choisir ces membres, et c'est ainsi que sous la protection des lois, le Souverain et le peuple jouiront de leurs droits sous une garantie mutuelle.

Pour arriver à un tel point il faudroit pouvoir faire taire toutes les passions humaines. Il faudroit pouvoir abolir l'esprit de parti entre les électeurs, la vénalité et les intérêts particuliers qui subsistent parmi eux; ce n'est qu'alors qu'on pourroit obtenir un choix d'hommes intègres, animés du seul désir du bonheur de leur patrie. Les membres élus pourroient se vanter de ne devoir leur illustre situation ni à leur or ni à leurs intrigues, leur mérite seul les auroit placés, et des hommes de cette trempe sauroient tenir une conduite modérée et analogue au but primitif de leur élection.

Le gouvernement anglois est connu comme le modèle des constitutions, et je demande en conscience si les élections y sont menées de la manière susdite, ou si l'on n'entend pas plutôt des

plaintes de corruption pécuniaire (*bribery*) et d'autres à chaque nouveau parlement.

On m'objectera que plusieurs Souverains animés du désir de contenter leurs sujets, viennent en dernier lieu de leur donner une constitution, et que d'autres sont sur le point de le faire. Mais quelle différence n'y a-t-il pas entre un Prince qui, sans rien précipiter, assemble un conseil des individus les plus sages de ses états, considère les mesures à prendre, concerte les moyens, balance le pour et le contre avec eux, et finit par établir une constitution exposée le moins possible aux maux dont nous venons de parler; quelle différence, dis-je, entre eux et une nation, qui, soulevée et soutenue par une soldatesque révoltée, veut créer d'elle-même une forme de gouvernement? Là tout modération et prudence, ici des cris de sédition, et la voix de la sagesse, si elle oserait s'élever, étouffée par le bruit des armes!

Si les défenseurs de cette révolution prétendent nous dire que ce n'est pas la masse actuelle de la nation ni le corps de Quiroga qui a établi la constitution telle qu'elle doit être à l'avenir, mais que les Cortès sont d'une institution antérieure et qui a déjà obtenu, il y a plusieurs années, les suffrages du peuple; alors il est nécessaire

de leur faire observer que les circonstances étoient, lors de la réunion des Cortès, très-différentes de ce qu'elles sont à présent. Le Roi étoit absent et prisonnier, les ennemis ravageoient le pays. Rien n'étoit alors plus sage que de donner aux Cortès un pouvoir presque absolu. C'étoit le seul moyen de prévenir l'anarchie et de résister plus vigoureusement à l'ennemi. Mais dès que le Roi fut de retour, c'étoit à sa personne que l'autorité suprême devoit retourner, et il est assez probable qu'il eût accepté des propositions sur une constitution modérée et par laquelle il ne dérogeât pas entièrement à sa dignité.

Enfin n'y a-t-il pas des exemples en Europe de nations très-cultivées qui jouissent d'une tranquillité heureuse sous des sceptres absolus, et qui peuvent même se vanter d'avoir plus de libertés que celles qui ont extorqué une constitution soi-disante libérale.

ad 3. Quant au troisième point, on ne peut malheureusement nier que S. M. C. n'ait traité trop sévèrement ceux auxquels Elle avoit de grandes obligations et qui avoient beaucoup contribué à la délivrance et à la gloire de la nation espagnole.

Mais n'étoit-ce par les personnes de confiance

du Roi qui devoient porter le principal fardeau de cette accusation, et un changement du Ministère n'eût-il pas suffi peut-être à rendre les mesures de S. M. plus modérées, sans qu'on eût eu à recourir à un bouleversement général du gouvernement?

L'auteur finit ce chapitre en nous disant que l'Espagne ramena son Souverain dans le sentier de la légalité, et il nous présente le tableau d'Antigone, guidant les pas d'un père privé de la lumière. La comparaison d'un aveugle n'est pas fort flatteuse pour S. M. C. et je félicite Oedipe d'avoir été guidé par un seul de ses enfans. Je crains que si plusieurs millions se fussent chargés de le conduire, ils eussent déchiré le pauvre vieillard dans la pieuse intention de le mener chacun sur le chemin qui leur sembloit le meilleur.

Mr de Pradt fixe ensuite notre attention sur les principes de révolution, texte qu'il appelle à juste titre effrayant, et qu'il est cependant aussi nécessaire d'analyser qu'il le seroit de faire une opération douloureuse pour détruire dans son germe un polype dangereux.

Ce chapitre, qui est une continuation du précédent, ne contient rien de neuf, car dans le résumé que l'auteur en donne, il assigne deux causes de révolutions dont il a parlé précédemment.

Tâchons donc de voir si nous pourrions trouver les différentes manières dont une révolution s'organise, et prenons pour guide le flambeau de l'histoire, sans cependant nous arrêter à des citations particulières.

Il y a trois espèces de révolutions, et l'on peut les classer de la manière suivante:

1) Lorsqu'un pays est conquis par une puissance étrangère, qu'il obéit pour un certain temps, mais que son esprit national venant à s'animer, il brise ses fers par ses propres forces ou avec le secours de ses voisins.

2) Lorsqu'une conspiration se forme contre la vie ou la liberté du Souverain.

3) Lorsque la nation force le Souverain à changer la forme du gouvernement*).

Ce dernier cas est celui de l'Espagne, et c'est le seul dont nous aurons à parler.

Un état monarchique dans lequel du Souverain au dernier journalier chaque individu gagneroit sa vie par ses talens et par son travail; un état, où des lois sévères mais justes protégeroient

*) La révolution de 1815 en France dépendoit de circonstances si extraordinaires et portoit un caractère si différent de toutes celles qui ont eu lieu jusqu'ici, qu'il ne paroît pas nécessaire de former une classe particulière à son égard.

également toutes les classes, où le militaire seroit à l'abri de toute séduction et inébranlablement fidèle à ses sermens, où enfin une police bien réglée prévien droit toute sorte d'abus; un tel état n'éprouveroit jamais de révolution, personne ne peut en douter; c'est donc l'absence de ces bienfaits qui seule peut occasioner des troubles révolutionnaires.

Il n'est pas naturel qu'un artisan, père de famille, quitte son atelier pour aller s'exposer à un danger plus ou moins grand, quand il aura chez lui les moyens de subsistance nécessaires. Le paysan ne quittera pas sa moisson pour se mêler de querelles qu'il n'entend pas; enfin le soldat d'une armée bien disciplinée ne pensera jamais à une révolte qui ne peut que lui être funeste; et cependant si ces trois classes d'individus restent tranquilles, je défie que l'ambition de quelque grand seigneur ou l'impétuosité irréfléchie de quelques écrivains, puissent parvenir à changer la forme d'un gouvernement quelconque.

En Espagne malheureusement tout se réunissoit pour favoriser ceux qui vouloient exciter des troubles. L'origine en date de fort loin, et il est pénible de voir comme au moment qu'un corps d'armée se révolta à la manière des Janissaires, la

plus grande partie de la nation embrassa sa cause sans hésiter et entraîna le reste avec elle.

La nation espagnole, naturellement grave et attachée à tout ce qui porte l'empreinte de l'antiquité, paroissoit la moins propre à la révolution. Une piété extrême lui faisoit envisager les ecclésiastiques, comme des maîtres, dont le caractère de sainteté leur inspiroit une profonde vénération, et si quelque chose eût pu porter des atteintes à la tranquillité publique, c'eût été d'attaquer les privilèges de ces prêtres.

Le roi Ferdinand avoit été élevé dans ces principes. Victime d'un ambitieux qui se jouoit à la fois de la religion et des droits de l'humanité, il rentra dans ses états accompagné de quelques courtisans qui, possédant l'oreille du Prince, la rendoient sourde à la voix du peuple. On lui cachoit surtout le grand déclin de l'influence des prêtres. Le citoyen avoit été soldat, le laboureur avoit brûlé sa maison et s'étoit joint aux guérillas, le commerce étoit ruiné, la marine anéantie. Les finances étoient aux abois, et pour comble de malheurs une guerre meurtrière éclata en Amérique. Que devoit faire le Roi dans ces tristes circonstances? Il falloit du tems pour que tout rentrât dans l'ordre; de telles plaies ne guérissent

pas d'un moment à l'autre. Les Cortès commencèrent par demander avec arrogance la confirmation de droits que le Roi ne pouvoit accorder sans déroger à sa dignité. Si dans ces momens critiques un jeune Souverain est entouré de conseillers mal-avisés, c'est eux qu'il faut accuser, notamment ceux qui lui conseillèrent le rétablissement de l'inquisition et celui du pouvoir des prêtres. C'est sous ce rapport que l'Espagne avoit effectivement changé; mais Mr. l'archevêque n'a garde de toucher un point aussi délicat. A peine l'effleure-t-il. C'est par l'influence des prêtres que les cachots se sont remplis et que l'amour public s'est aliéné du Roi. Ce n'est pas le supplice de Porlier, de Lacy etc. qui a indisposé la nation; c'est la contrainte que l'inquisition imposoit à des hommes qui avoient appris à évaluer le prix de la liberté d'opinions et à oublier leurs anciennes superstitions. On ne pouvoit plus enchaîner avec des rosaires les vainqueurs de Baylen. Personne ne pouvoit en vouloir au Roi de faire peser le glaive de la loi sur des sujets rebelles, mais on n'étoit plus disposé à souffrir la contrainte des sentimens.

Un ancien proverbe dit qu'un bienfait reproché vaut une offense, et dans ce cas-là les Cortès ont assez souvent offensé la majesté du trône.

Ils

Ils se vantent d'avoir conservé au Roi sa monarchie, et cependant ils n'eussent pas fait grand-chose sans la masse du peuple. Et ce peuple ne se souleva-t-il pas pour soutenir les droits de l'ancienne dynastie? Si les Cortès avoient publié des proclamations avec leur signature, Mr. un tel de Cadix, Mr. un tel de Séville, sans se prévaloir du nom sacré du Roi, je doute fort que la masse se fût soulevée pour chasser l'Usurpateur et pour mettre les rênes du gouvernement dans les mains de ces Messieurs.

Les Cortès ne doivent donc pas se vanter autant qu'ils le font, d'avoir rétabli le Roi sur le trône; au contraire c'est la loyauté espagnole, l'amour de chaque individu pour son Roi et la haine générale contre l'Usurpateur qui ont produit cette résistance à jamais mémorable. C'est cette loyauté qui a fait obéir la nation aux décrets des Cortès, tant que ceux-ci se servoient du nom royal. On ne sait d'ailleurs que trop à quoi ces Cortès étoient réduits. Bien loin d'être légalement choisis par le peuple, ce n'étoient que des individus de quelques villes d'Espagne, qui s'étoient sauvés à Cadix, tels que des malheureux qui dans une inondation générale ont le bonheur d'échapper à la fureur des vagues.

Jamais le peuple n'eût songé à la révolte, si le corps d'armée réuni à Cadix n'eût donné un point d'appui au mécontentement excité par le rétablissement de l'inquisition et par la détresse générale. Une révolution ne peut jamais et sous aucune condition avoir du succès, à moins que le militaire, infidèle à ses devoirs, ne se range du côté des rebelles. En Espagne nous avons vu pour la première fois dans les tems modernes le militaire donner l'élan à la révolte dans un pays civilisé. Nous avons vu des révolutions nées d'un mécontentement général commencer par un parti et entraîner peu-à-peu le militaire; mais l'événement dont nous venons d'être les témoins en Espagne, est unique dans son genre.

Il s'entend qu'il faut excepter la révolution arrivée en France en 1815, qui tenoit à des raisons particulières et qui arriva dans des circonstances extraordinaires.

Le soldat prête le serment à son Souverain, il en porte les couleurs, il a juré de verser son sang pour lui. Sa parole d'honneur doit aller devant tout. C'est un crime que de douter de la fidélité de son serment. La force exécutive ne doit pas porter des jugemens sur sa destination. Telle que la foudre, elle doit obéir au bras qui la lance

sans observer où elle frappe. Le corps d'armée réuni à Cadix ne doit donc pas examiner les raisons ni l'utilité de son transport en Amérique; il doit obéir. Le soldat suit les ordres de son capitaine, celui-ci ceux du général, le général ceux du Souverain auquel il a prêté serment. C'est-là le premier point de la discipline militaire. Je demande à chaque citoyen, de quelque pays qu'il soit, s'il voudroit avoir dans le sein de sa patrie une soldatesque sans discipline. C'est pis que de n'avoir point de militaire du tout. Mr. l'archevêque dit que les soldats de l'expédition de Cadix choisirent entre une destruction certaine et la gloire de délivrer leur patrie. Je m'étonne qu'aucun militaire de ses amis ne lui ait expliqué qu'il ne faut pas avancer une chose aussi contraire au point d'honneur et au devoir d'un soldat. Je m'étonne même que l'auteur ne sache par l'exemple du passé, que son ancien maître, l'empereur Napoléon, ne lui eût pas aisément pardonné cette proposition, lorsqu'il alla immoler un demi-million de braves soldats en Russie.

Mr. de Pradt ne manque pas de répéter sa comparaison favorite entre les corps d'armée prussien et espagnol. J'y ai déjà répondu, mais je ne puis passer sous silence la manière odieuse et en-

venimée dont il dit que le Roi de Prusse envoyoit à Paris faire *les plus humbles supplications*. C'est une vérité généralement reconnue que Sa Majesté le Roi de Prusse conserva toujours, même dans les momens les plus désastreux, cette noble fierté qui convient à un Souverain né tel, et qui décontenança plus d'une fois l'Usurpateur. Le Roi fit faire des représentations à la Cour de France et déclara vouloir examiner les motifs qui avoient engagé le général York à capituler; mais ce ne sont pas-là *d'humbles supplications*, qui eussent été d'autant plus superflues, que Napoléon étoit déjà dans l'impossibilité de nuire à Sa Majesté Prussienne.

Si l'on veut remonter à la source d'une action aussi contraire aux devoirs que celle qui a été commise par le corps d'armée réuni à Cadix, on trouvera, à ce qu'il me paroît, des causes fort différentes de celles que l'auteur en assigne. Dans les conjonctures où l'armée espagnole se trouvoit avant 1808, sa condition étoit malheureuse. Elle étoit restée dans une longue inaction. Des Souverains peu militaires avoient négligé son organisation morale et physique. Le soldat ne devoit plus être machine depuis les guerres de la révolution françoise. Des exemples funestes et fréquens l'ont prouvé. En Espagne on avoit agi moins que

dans tout autre pays sur le moral du soldat. Les cantons fournissoient un certain nombre d'hommes, mais ils pouvoient acheter des substituts. Les places d'officiers étoient distribuées par la faveur et souvent pour de l'argent. Très-peu d'individus d'un rang distingué daignoient servir dans l'armée. Les payemens étoient irréguliers et les commissaires faudoient le Gouvernement et le soldat. Enfin, tout ordre, toute discipline avoit cessé. Bonaparte voulut employer pour ses propres buts une partie de l'armée espagnole, et envoya en Danemarck un corps sous les ordres du marquis de la Romana. C'étoit agir en bon politique que d'éloigner les défenseurs d'un pays qu'il vouloit opprimer. Mais ces soldats qui avoient déjà acquis un certain degré d'union entr'eux par leur longue marche et par leur séjour dans l'étranger, refusèrent de servir un autre que leur Souverain légitime. Guidés par leur digne chef, ils se portèrent à une révolte, révolte honorable, puisqu'elle n'étoit pas dirigée contre leur Prince, mais en sa faveur. Mais l'exemple n'en demeura pas moins. Il me paroît qu'on peut admettre que le succès de cette révolution militaire a donné de l'encouragement à ceux qui tramoient, quoique pour un but tout opposé, celle de Cadix.

La lutte générale et sanglante de l'Espagne contre les François a augmenté et aguerrí son armée; mais je doute qu'elle ait beaucoup contribué à la discipliner. Il faut qu'une armée quitte ses garnisons parfaitement dressée, si elle ne veut pas se trouver bientôt dans un certain degré de désordre intérieur. Ce n'est pas en face de l'ennemi qu'on peut organiser une machine aussi compliquée que celle d'une armée, dont chaque individu soit parfaitement instruit de ses devoirs et du rôle qu'il doit jouer dans la masse. Si l'on objecte l'organisation subite de l'armée prussienne en 1813, je réponds qu'il existoit déjà un noyau excellent et que c'est avec ce moyen qu'on parvint à réunir en si peu de temps une force considérable et bien disciplinée.

L'histoire des guerres de la péninsule prouve que, quoique l'amour de la patrie fit combattre les braves Espagnols comme des héros, tant qu'ils agissoient en partisans, ils ont néanmoins peu fait en bataille rangée (excepté à Baylen) sans être soutenus par l'armée anglaise, qui leur fournissoit ce noyau dont nous venons de parler par rapport à l'armée prussienne. Ce n'étoit pas possible autrement. La plus grande bravoure ne peut contribuer à établir l'ordre précis des évolutions si nécessaire au succès.

La paix survint. Une petite partie de l'armée fut réduite, et les malheureux troubles de l'Amérique forcèrent le Gouvernement à y envoyer ce que l'armée avoit de plus solide, si j'ose me servir de ce terme. En effet, si l'on vouloit continuer la guerre en Amérique, il falloit y envoyer les meilleurs soldats. Il eût été dangereux d'agir autrement. Voilà donc le Gouvernement privé de son meilleur soutien. Il ne reste plus dans le pays qu'un amas de ci-devant militaires, qui, ayant fait la guerre, connoissent le pouvoir du soldat, sans en avoir contracté la discipline. C'est d'eux qu'on tire les recrues. On les assemble à Cadix, et c'est là où, plongés dans une inactivité dangereuse, manquant du nécessaire, soumis à des chefs foibles et irrésolus, ils se donnent au premier qui a le courage de se déclarer contre l'ordre public, et ils exécutent une révolte semblable à celle des prétoriens de Rome. Si le peuple ne s'opposa pas à leur démarche, c'est que jamais la volonté d'une armée n'a été, ni ne sera contre balancée par celle de la population; mais si cette entreprise a été applaudie et reçue avec des acclamations de joie dans toute l'Espagne, si le Roi ne put se fier à ses gardes pour contenir la populace de Madrid, c'est que les prêtres et l'inquisition avoient indis-

posé la nation contre les mesures adoptées par le Souverain.

J'ignore quelle étoit la force militaire à Madrid au mois de Février, mais il est sûr que pour peu qu'elle eût été considérable et que le Roi eût pu se fier à elle, il eût aisément pu dissiper le bruit que la populace séditieuse faisait retentir autour de son palais. C'étoit donc la crainte que ses propres gardes ne s'unissent aux rebelles, qui fit céder S. M. C. Or celles-là ne craignoient pas d'être envoyées en Amérique. Preuve de plus que le mécontentement des troupes ne provenoit pas de la crainte d'être embarquées pour le nouveau monde.

Il me paroît suffisamment démontré que ce n'étoit pas la crainte de périr en Amérique qui porta le corps d'armée de Cadix à la révolte. Ce corps a agi contre ses devoirs, contre ses sermens, mais il seroit injuste de vouloir imputer le crime de lâcheté à des soldats espagnols.

Une des principales causes de révolte est le dérangement des finances. C'est par là qu'on perd l'autorité sur l'armée et que les ressorts de la machine se dérangent. Or, sous ce rapport, l'Espagne étoit dans une situation déplorable. Il paroît que cette branche importante étoit très-négligée. La

plus stricte économie étoit nécessaire, et l'on prodigua l'or aux couvens et aux inquisiteurs. La guerre en Amérique qui n'offroit que peu de chances de succès, fut continuée avec obstination. Il étoit triste de voir l'Espagne acheter des vaisseaux de l'Empereur de Russie, et cet achat même est une preuve de plus pour attester le peu de zèle avec lequel le Roi Ferdinand fut servi. Ces vaisseaux étoient mauvais et presque hors de service. Si l'on doit juger du reste par ceci, on verra que le peu d'argent qu'on avoit, fut encore jeté mal à propos. Les possesseurs des trésors du Mexique et du Pérou furent obligés à demander des emprunts de tout côté et eurent des refus à essuyer de la part de chaque gouvernement. Et c'est dans cet état qu'on osait espérer un succès en Amérique, lorsque la puissante Angleterre en avoit ambitionné en vain un semblable dans une occasion absolument égale!

D'après ceci je classerai donc les causes de la révolution espagnole de la manière suivante:

- 1) Le rétablissement de l'inquisition et de ses suites haineuses.
- 2) Le manque de discipline dans l'armée.
- 3) La guerre contre les colonies américaines.
- 4) Le dérangement total des finances.

ad 1. Nous voyons souvent des individus reconnus comme opulens, être réduits à la misère, des gens en place forcés à donner leur démission, des pères de famille heureux éprouver des troubles dans leur domestique. Ils ne manquent pas alors d'officieux voisins, qui examinent leur conduite et qui diront à point nommé ce qu'il falloit faire pour empêcher le malheur. Pour l'ordinaire ces donneurs d'avis après-coup ont tort, car ils jugent sans connoître les détails et sans savoir quels obstacles s'élevoient peut-être contre l'exécution des conseils qu'ils eussent voulu donner. Mais quelles difficultés ne s'opposent-elles pas à l'individu qui veut juger des secours à donner à la machine d'Etat détraquée? Il faut avoir acquis une connoissance parfaite du caractère et des moeurs de la nation, savoir son degré de culture, l'économie de ses finances, les relations extérieures et intérieures de son gouvernement, les principes de sa législation et l'origine de ses superstitions. Ce n'est que dans cette hypothèse que l'on peut juger des secours à donner, des conjonctures où il faut céder, de celles où l'énergie est nécessaire, et que, connoissant à fond le mal, on peut ou le pallier, ou le couper dans sa racine. Mais quel homme a porté à ce point l'étude des nations! on est déjà heureux à ne bien connoître que la

sienne. N'allons donc pas juger aussi légèrement les démarches du gouvernement espagnol, mais bornons-nous à indiquer ce qui *parôitroit* avoir été le moyen le plus sûr pour empêcher les évènements qui ont eu lieu dans la péninsule depuis le 1. janvier.

Il n'y a pas de doute que, si le Roi eût voulu renoncer au rétablissement de l'Inquisition, il n'eût conservé une grande partie de cet amour que ses sujets avoient pour lui lors de son avènement au trône. Il étoit d'ailleurs de son propre intérêt de ne pas renouveler une institution qui avoit souvent ravalé la majesté du trône. Il fut un temps où le grand-inquisiteur osa tirer quelques gouttes de sang de la main sacrée de son Roi pour les brûler en expiation des larmes que l'humanité avoit fait verser à ce Prince. Dans ces tems la force du gouvernement étoit dans les mains du clergé. Quel bonheur pour le Roi que celui de voir son peuple briser lui-même ces chaînes de fer, forgées par la superstition la plus barbare! C'étoit le temps, ce grand médecin, qui avoit guéri ces maux. Jadis le roi d'Espagne n'eût osé entamer l'Inquisition; aujourd'hui elle tomba d'elle-même. L'Europe n'a qu'une voix sur ce sujet. Il est à regretter que les entours de S. M. C. l'aient aveu-

glée sur ce point et qu'ils ayent abusé de la confiance et de la religion de ce Monarque pour lui faire considérer le rétablissement de l'inquisition, comme une oeuvre méritoire et nécessaire à son salut.

Ce qu'il y a de pis, c'est que cette nouvelle inquisition avec son abominable cortège, ses tortures, ses cachots où le souffle de la vie devenoit un châtiment, enfin avec tout l'attirail de l'ancienne inquisition, cette nouvelle inquisition, dis-je, ne se borna pas aux affaires purement religieuses. Les prêtres ne pouvoient conserver leur influence qu'en éloignant du Roi ceux qui étoient à-même de lui donner des avis plus modérés. Ils profitoient donc du masque de la religion pour établir leur influence politique. Ceux qui étoient les ennemis de leurs principes furent jugés comme ennemis de l'état et de la religion, et furent ensevelis dans les cachots. Plus ils sentoient le déclin de leur influence, et plus il leur falloit de victimes. Il ne devoit rester dans la péninsule qu'eux et leurs esclaves. Mais le nombre de ceux-ci avoit prodigieusement diminué. Les prêtres ne pouvoient plus asservir les neuf dixièmes de la nation espagnole avec le peu de fanatiques qui leur étoient restés attachés. Il falloit qu'ils succombassent. Il eût

été seulement à souhaiter qu'on eût pu avertir le Roi plutôt des sentimens de la nation, et que S. M. eût laissé le pouvoir du clergé restreint dans les bornes étroites où il étoit contenu à l'issue de la guerre contre la France.

ad 2. Quant à la discipline de l'armée, il n'est pas douteux que ce point fort important n'eût dû occuper sérieusement l'attention de S. M. C. Une lutte terrible avoit cessé. L'Espagne possédoit une armée considérable, mais qui, ramassée au moment du péril, n'étoit pas dans le meilleur ordre possible. Peut-être les moyens suivans eussent-ils fait atteindre ce but.

1) Donner le congé à la masse des étrangers qui se trouvoient dans l'armée. On n'avoit pas besoin d'eux. De telles troupes sont toujours à qui les paye le mieux, et si elles ont la perspective de gagner quelque chose dans le désordre général, elles sont les premières à donner la main aux perturbateurs du repos public.

2) Choisir pour chefs de l'armée les hommes d'un mérite transcendant, sans faire de distinction haineuse. Il eût été facile de les placer de manière à les rendre peu dangereux, en ne pas perdant de vue ceux qui tenoient le plus aux Cortès. Les attachés à ce parti devoient toujours avoir

dans leur voisinage quelque général royaliste qui fût à-même d'observer leur conduite sans exciter des soupçons. Il eût été aussi prudent de leur faire changer souvent de commandemens, pour ne pas leur laisser contracter par une longue habitude une trop grande intimité avec les troupes; et l'on pouvoit enfin éloigner par quelque charge honorable dans l'étranger ceux qui se monroient les plus revêches.

3) Mêler dans les régimens des soldats de différentes provinces, et changer souvent leur garnison.

4) Ériger une garde considérable composée d'hommes sûrs et fidèles, leur donner des officiers éprouvés, et conserver l'attachement de ces troupes par quelques avantages, de manière cependant à ne pas donner de l'ombrage au reste de l'armée. Ces hommes auroient dû être d'un âge mûr, et demeurer dans des casernes, pour les mêler le moins possible avec ceux qui pourroient leur inspirer des opinions dangereuses.

5) Occuper les troupes par des exercices et des manoeuvres, introduire de nouvelles évolutions etc. pour attirer l'attention de l'officier et du soldat sur ce point-là et l'empêcher de cette façon de se mêler de ce qui ne le regarde pas.

6) Veiller à ce que le soldat soit exact dans son service, et à ce qu'une obéissance aveugle à ses devoirs soit son premier et son grand mobile.

7) Établir un bon code militaire et veiller à la stricte exécution des lois qu'il contient.

8) Imprimer dans l'âme du soldat, ainsi que dans celle de l'officier, des principes d'honneur analogues à leur état. Il ne faut pas oublier que l'institution d'une bonne école militaire est d'une importance extrême, et qu'il faut veiller soigneusement sur le choix des maîtres qu'on veut y employer.

9) Faire payer au soldat avec la plus stricte exactitude tout ce qui lui revient. Le soldat qui n'est pas payé est toujours forcé à gagner sa vie d'une autre façon; cela produit de la confusion dans l'ensemble, affoiblit et détruit le point d'honneur militaire, distrait l'homme de ses devoirs et diminue enfin son estime envers un maître, dans lequel il suppose ou la mauvaise volonté ou l'impossibilité de le satisfaire.

10) Honorer de la présence du Souverain les camps dans lesquels les troupes se trouveroient réunies de temps en temps pour faire leurs évolutions. Cela augmente l'attachement du soldat, et je doute qu'un corps d'armée ose donner l'élan à

une révolte sous les yeux de son Prince. Le soldat qui connoît son Souverain, qui l'a vu s'intéresser à son bien-être, à ses progrès, en conservera à jamais une impression qui suffira à elle seule à le retenir dans le devoir.

11) Il falloit enfin mettre des Princes du sang à la tête des différens corps dans les provinces; cette mesure est propre à paralyser dans leur origine les trames des chefs révolutionnaires et à les retenir dans les bornes de leur devoir.

ad 3. Mr de Pradt dit, que le Roi ne pouvoit céder aux mouvemens révolutionnaires qui avoient éclaté en Amérique; il dit que c'étoit la cause générale de l'Espagne et que S. M. eût perdu dans l'esprit public si Elle eût abandonné sans coup férir les droits de la mère-patrie sur les colonies. J'ose nier cette proposition. Je soutiens que l'Espagne eût applaudi à un arrangement amical conclu avec ces provinces, et j'en allègue les raisons suivantes:

Tout homme sensé doit voir qu'il est contraire aux lois de la nature que le fort obéisse au foible, et assurément l'Amérique surpassoit l'Espagne en moyens de toute espèce. Si Bolivar ne put réunir un nombre de troupes suffisant pour rivaliser avec la force numéraire des armées espagno-

les,

les, son pouvoir n'en étoit pas moins formidable par la proximité de ses ressources. Un des points principaux dans la stratégie est celui de considérer la distance des moyens de renfort et la facilité de leur convoi. Or comment faire, pour envoyer précisément au tems requis des secours qui doivent passer au nouveau monde pour arriver à l'endroit de leur destination?

Les troupes que l'Espagne envoyoit en Amérique ne souffroient pas seulement par la longueur du voyage, elles avoient aussi à combattre les maladies produites par une diversité de climat aussi considérable. Ces malheureux soldats se trouvoient d'ailleurs au moment de leur arrivée dans un pays où on les détestoit avec cette haine cordiale et implacable qui fait le propre des guerres civiles, et il faut convenir que la conduite barbare à laquelle ils étoient autorisés par leurs chefs *), ne parloit pas en leur faveur. Toutes ces raisons se réunissoient pour rendre les chances de succès très-précaires aux Européens, pour encourager les Américains et pour faire naître dans chaque Espagnol le désir de voir finir une

*) Si l'on peut se fier aux récits de faits arrivés dans un si prodigieux éloignement.

guerre onéreuse et inutile. Ajoutez à cela que le gouvernement espagnol eût aisément pu entamer avec ses colonies des négociations, dans lesquelles un traité de commerce avantageux pour la mère-patrie eût été établi comme base. L'Espagne eût gagné par là de quoi restaurer ses finances, et cette indemnisation valoit bien la possession précaire d'un pays qu'on ne pouvoit espérer de conserver long-tems.

Mr. de Pradt explique parfaitement toutes les raisons pour lesquelles l'Amérique ne pouvoit rester sujette à la mère-patrie. On est d'autant plus surpris de le voir affirmer, que le souhait de la guerre contre les colonies étoit une idée si fixe dans l'esprit de la nation, que le Roi ne put s'empêcher de continuer les hostilités. Il falloit que les Espagnols fussent bien dépourvus de sagacité pour ne pas voir au premier coup-d'oeil des raisons aussi claires que celles qui devoient faire désirer la paix.

L'auteur dit que S. M. C. eût facilement pu mettre sur le trône de l'Amérique méridionale un Prince de son sang. On a entendu beaucoup parler dernièrement de ce projet. Il paroît cependant difficile d'exécuter cette idée; elle doit être contraire même à la politique espagnole.

Il n'y a rien qui soit à-même de donner plus d'ombrage que la manie de faire des Rois. Nous avons vu par des exemples récents, qu'il ne suffit pas d'une couronne et d'un sceptre pour soutenir une dynastie sur le trône. Les rapports des Souverains avec leurs peuples doivent être sacrés. C'est par là que la dignité de la couronne se conserve. Or quel exemple que celui de quelques individus, revêtus de la pourpre royale pour quelque tems, exilés, fusillés un moment plus tard. C'est par là que les peuples s'accoutument à se regarder comme le patrimoine du plus fort, c'est par là qu'ils oublient la sainteté de leurs droits et de ceux de leurs Princes légitimes.

Et qu'est-ce qui est plus propre à donner scène au public que cette translation de trônes dont nous avons malheureusement été si souvent les témoins? Il n'étoit pas possible que l'Espagne, la Westphalie, le royaume de Naples portassent aux noms de Joseph, de Jérôme, de Joachim le respect qu'inspire le Souverain dont les ancêtres ont régné sur la patrie. On s'est accoutumé à voir passer le sceptre dans la main du plus fort; de là la perte de ces sentimens innés aux peuples, qui attachoient à la soumission envers leurs Souverains; l'idée d'un devoir sacré.

Supposons maintenant qu'un Prince espagnol occupe le trône de l'Amérique méridionale, ce Souverain sera et devra être l'ennemi naturel des États-Unis. Cette république immense ferait ombre à sa royauté. Quel serait maintenant l'effet de cette méfiance? Une intime liaison entre l'Amérique méridionale et l'Angleterre qui a les mêmes intérêts, et de-là la perte de tous les avantages commerciaux pour la mère-patrie. On ne doit pas se faire illusion sur ce point. Si le Brésil jouit du repos sous un gouvernement monarchique, c'est que le Roi s'y est rendu lui-même, que le gouvernement eut le tems de se consolider, enfin que ce royaume est l'allié naturel et intime de la Grande-Bretagne. Le Brésil est le chef-pays, le Portugal n'est plus que sa province. Or le Brésil ne souffre en rien de l'alliance avec l'Angleterre. La reine des mers a trop d'avantages de son intimité avec ce royaume pour ne pas soutenir un pays dont elle est sûre, qui ne peut lui occasionner des craintes, et qui, l'appuyant en Amérique, lui abandonne le commerce et les ressources du Portugal en Europe. Ajoutez à cela que cette province européenne du Brésil est bien dans ses finances, qu'elle exporte beaucoup, que les habitants en sont assez industriels, et l'on concevra

aisément qu'elle peut, sans se ruiner, supporter le tort que l'intime alliance avec l'Angleterre fait à son commerce brésilien.

Supposons, au contraire, que l'Amérique méridionale devienne un royaume absolu; qu'elle entre, ce qui sera bientôt le cas, dans des liaisons étroites avec l'Angleterre, et voilà l'Espagne frustrée du seul avantage qui pouvoit lui fournir une indemnisation, savoir de celui de faire exclusivement le commerce avec ses anciennes provinces. Le rapprochement naturel que l'égalité de la forme du gouvernement et la crainte commune des États-unis amèneraient entre le Royaume américain-espagnol et celui du Brésil, hâteroit encore l'époque qui séparerait entièrement le premier de la mère-patrie.

Un point fort important et qu'on ne doit pas négliger, est celui de l'alliance naturelle entre la France et l'Espagne. La situation géographique de cette dernière est telle qu'elle ne peut qu'adhérer au système français. Jadis la marine espagnole avoit donné à ce pays les moyens d'établir des communications qui lui rendoient moins nécessaire l'alliance de la France. L'Espagne a cessé d'être une puissance maritime et elle n'a plus de contact avec l'Europe que par la France. S'il sur-

venoit une guerre entre l'Angleterre et les États-unis, la France seroit pour ces derniers, le nouveau royaume de l'Amérique espagnole pour l'Angleterre. Quel seroit le parti que l'Espagne devroit prendre dans un tel cas sans nuire aux rapports intimes que sa politique lui ordonneroit de garder envers les deux parties belligérantes ?

Mais au contraire, si les provinces espagnoles de l'Amérique méridionale s'unissent pour former une république, il leur faudra bien des années avant que de parvenir à un certain degré de force et d'ordre. L'Espagne profitera de tout ce temps-là de leur commerce. Elles rechercheront l'amitié de la mère-patrie et celle des États-unis ; car, à coup sûr elles ne pourront compter ni sur le Brésil, ni sur l'Angleterre, qui ne perdra jamais de vue les intérêts de S. M. T. F. son ancien et fort utile allié.

ad 4. Venons enfin au quatrième point, savoir celui des finances de l'Espagne. Il est reconnu que les trésors immenses que l'Espagne tiroit du sein de l'Amérique, ont disparu sans laisser dans le pays d'autres traces que quelques magnifiques édifices religieux, par lesquels on croyoit plaire au Créateur de l'univers. Des guerres entreprises sans but, mal menées, plus mal terminées, ont absorbé une grande partie de ces richesses. Une

administration foible et négligée a dissipé le reste. L'alliance avec la France enfin, ruina la flotte espagnole en l'exposant aux coups des Anglois, et causa par là une perte irréparable.

Il faut convenir d'ailleurs, que l'habitant de l'Espagne n'est ni fort actif, ni fort industrieux, et l'on ne doit pas alors tant s'étonner si les finances de ce pays ont été réduites à un état aussi déplorable que celui dans lequel elles se trouvent.

L'Espagne exporte des laines, de l'huile, du vin, ce sont-là les trois articles principaux de son commerce ; j'ignore si la culture de ces objets est poussée avec toute l'activité dont elle est susceptible, mais il est connu que plusieurs provinces pourroient avec succès s'appliquer à la culture du ver-à-soie, et que d'autres possèdent des mines excellentes. Cependant voilà deux objets importants qui sont entièrement négligés, et les sommes qui passent annuellement de l'Angleterre en Italie pour des soies, pourroient être facilement attirées en Espagne, d'où le transport est plus aisé et plus court. Peut-être que des prix, proposés par le gouvernement à ce sujet, pourroient encourager la nation à s'appliquer à cette culture importante.

La nature a prodigué ses bienfaits à l'Espagne ;

l'habitant y trouve absolument tout ce qu'il lui faut. Je dis tout, car le manque de bois, dont quelques provinces souffrent, n'est pas d'une grande conséquence dans un climat aussi chaud; et nonobstant cette fertilité du sol, une quantité d'argent passe annuellement dans d'autres pays. La cause en est le manque de fabriques. Les peuples qui voient naître sous leurs pieds tout ce qu'ils peuvent désirer pour leur subsistance, oublient souvent que leurs besoins augmentent à chaque nouvelle invention produite par l'art de leurs voisins. Ils achètent ces ouvrages fabriqués et manufacturés, au prix de leurs matières primitives; mais bientôt celles-ci ne suffisent plus à l'échange, et la nation s'appauvrit à moins qu'elle ne se hâte d'imiter les industriels inventeurs. Mais c'est là à quoi un gouvernement paternel doit veiller. Il doit interposer son autorité quand il s'aperçoit que le particulier, qui ne peut voir de si loin, agit contre ses propres intérêts. Il se peut que les mesures prises à cet effet soient en partie mal reçues. Cela n'empêche pas que, si le résultat prouve l'utilité de la démarche du gouvernement, celui-ci ne gagne en confiance et en force.

Le pays se ressentait encore des maux de la guerre. Beaucoup de familles erroient désolées

après avoir vu leurs habitations devenir la proie des flammes et leur bien celle de l'ennemi. Il falloit leur donner des moyens de subsistance et les employer. Il y avoit assez à réparer, des villes entières à rebâtir; si l'on avoit destiné à cet usage les sommes que le rétablissement du Saint-Office a coûté, on eût empêché ces gens de murmurer, et l'on eût supprimé une des grandes causes du mécontentement général.

Passons maintenant aux résultats que Mr. de Pradt suppose comme les plus probables, et qu'il considère sous cinq différens points de vue, savoir:

- 1) Quelle sera l'influence de cette révolution sur l'Espagne elle-même?
- 2) Sur l'Amérique, sur l'ordre colonial maritime et commercial du monde?
- 3) Sur le Portugal?
- 4) Sur l'ordre constitutionnel de l'Europe?
- 5) Sur l'ordre régalien ou royal de l'Europe?

L'auteur en déduit sept effets différens:

- 1) La régénération du gouvernement et du peuple avec lui et l'élévation de tous deux au niveau de la civilisation moderne des autres peuples de l'Europe.

2) La restauration de sa force intérieure, celle de sa flotte, qui deviendra un membre très-efficace de la grande fédération maritime, et par là le rehaussement de sa valeur politique.

3) L'érection du Portugal en royaume constitutionnel sous un Roi qui résidera dans le pays.

4) L'accélération de l'indépendance de l'Amérique méridionale et la probabilité du même effet sur le Mexique.

5) L'accélération de l'établissement général de l'ordre constitutionnel en Europe.

6) (n'est qu'une continuation du précédent).

7) La réduction de l'état militaire dans tous les pays de l'Europe, amenée par l'établissement général de l'ordre constitutionnel.

Tâchons de répondre séparément à chacun de ces articles.

ad 1. L'auteur dit au commencement de son ouvrage, que les progrès de la civilisation sont une des principales causes de la révolution d'Espagne, et il attribue ces progrès aux changemens arrivés dans ce pays depuis l'an 1808. Ici au contraire il nous cite ces mêmes progrès comme une des suites probables de cette révolution. On ne conçoit pas aisément comment une chose peut être cause et effet d'une autre en même tems.

D'ailleurs, il est difficile d'entrevoir pourquoi l'Espagne seroit dorénavant plus intimement liée avec le reste de l'Europe et pourquoi elle aura un plus grand poids dans la balance politique de cette partie du monde. La manière dont la révolution du 1 Janvier s'est faite est trop brusque pour ne pas donner de l'ombrage et de la méfiance aux royaumes les plus constitutionnels. Un édifice aussi immense a été élevé trop rapidement pour qu'on puisse croire à sa solidité. La perte des colonies rendra à la vérité l'Espagne un état entièrement européen; mais elle ne changera en rien ses rapports avec les autres pays, parce qu'elle ne peut influencer sur sa position géographique et que c'est par là que l'Espagne est et restera isolée.

ad 2. Il est très-douteux aussi que la force intrinsèque de l'Espagne et sa valeur politique puissent espérer quelque accroissement, car il y aura toujours des partis, et ce n'est pas par là qu'on gagne en vigueur. Mais ce qui frappe le plus, c'est l'opinion que l'auteur énonce sur l'armée espagnole. Que veut-il dire avec ses armées retrempées dans un autre esprit, et avec sa régénération de la flotte? Est-ce l'esprit de révolte qui agira si avantageusement sur l'armée? Est-ce la perte des colonies qui influera sur le rétablis-

ment de la marine? Cela semble fort difficile à comprendre!

Mr. l'archevêque saisit cette occasion pour en venir à son point favori, celui de sonner le tocsin contre la Russie. C'est être bien prévoyant que de penser à l'heure qu'il est aux réserves que l'Espagne devra fournir à l'Europe en cas d'une attaque de la part de la Russie. Le caractère personnel des grands Souverains de l'Europe, nommément celui de l'auguste Alexandre, nous est pour le moment une garantie suffisante de la paix. Lui, dont l'histoire transmettra le nom à la postérité, comme le vainqueur d'un conquérant insatiable et téméraire, lui, l'ami de l'humanité, le défenseur de ses droits, ne voudra pas flétrir ses lauriers par des projets de conquête sur ses anciens alliés, ses intimes amis, ses proches parens. L'organisation de son immense empire, l'économie de ses finances, un système de gouvernement où les sous-ordres soient surveillés, où les liens de leurs devoirs, les principes de leur honneur et les obligations de leurs emplois soient resserrés, tel a été jusqu'à présent, tel est encore le beau, le vaste champ des méditations d'Alexandre. Point d'attaque, point de guerre, nous n'avons pour le moment rien à craindre de ce côté; mais si, dans des

tems éloignés, la Russie vouloit entreprendre des tentatives contre la liberté de ses voisins, l'Allemagne à elle seule, réunie par une saine politique et par le danger commun, suffira pour opposer une digue au torrent débordé.

Cependant, malgré ces raisons, la crainte de l'auteur est telle, qu'il condamne les discussions qui ont lieu dans les différens pays pour leurs affaires intérieures, et qu'il voudroit nous engager à jeter tout de côté, pour ne penser qu'aux moyens de résister à la Russie en cas d'attaque de sa part.

Il est aussi très-injuste de dire que „certaines puissances convoitent quelques lambeaux de la France.” Il ne faut pas oublier que cette convoitise n'a pas existé dans des tems où il eût été fort aisé de la satisfaire et qu'à présent elle seroit inutile et dangereuse.

ad 3. L'érection du Portugal en royaume constitutionnel est un événement qui entre dans la catégorie des possibles sans cependant être fort probable. Les raisons de plainte qui existoient en Espagne n'ont pas lieu en Portugal; le militaire y est mieux discipliné, l'habitant y est industriel et le commerce y fleurit. L'Angleterre a d'ailleurs trop d'avantages du *status quo* du Portugal pour ne pas employer toute son influence à

le conserver. Il est vrai que le généralat d'un étranger ne peut être très-agréable aux officiers portugais; mais quand on considère que cette armée doit son organisation primitive à un étranger *), que depuis long-tems les peuples se sont défait de ce préjugé barbare qui leur faisoit envisager comme mauvais et dangereux tout ce qui ne venoit pas de leur sein; quand on considère enfin que tous les Souverains, à l'Empereur de la Chine près, se font une gloire d'attirer chez eux les étrangers qui brillent par leur mérite, alors on ne trouvera plus hors de l'ordre et de l'usage commun, que l'armée portugaise demeure soumise au général qui lui a été donné pour son chef et sous lequel elle a cueilli des lauriers. La conspiration du général F..... ne prouve rien contre ceci, car il y a partout des têtes turbulentes, et celles-ci ont cru trouver en Portugal un prétexte à leurs projets séditions en donnant pour cause leur haine contre un général étranger.

ad 4. Il n'est pas douteux que la révolution d'Espagne n'accélère l'émancipation des colonies américaines. Mais il ne me paroît pas aussi clair que les colonies insulaires deviennent par là insignifiantes pour la mère-patrie. Il paroît au con-

*) Mr. le Comte de Lippe-Bükeburg.

traire qu'elles doivent gagner en valeur. Les états maritimes seront d'autant plus jaloux d'avoir de ces pieds-à-terre pour la commodité de leur commerce et pour ravitailler leurs vaisseaux, qu'ils n'auront plus rien à eux sur le continent d'Amérique. Les îles ne leur serviront pas seulement à raccommo-der et à approvisionner leurs vaisseaux, mais elles leur fourniront aussi les denrées coloniales, qu'elles produisent pour a lplupart en quantité, à un prix plus modéré que celui que le continent américain leur prescrirait.

ad 5. L'auteur tâche de nous prouver que la révolution d'Espagne hâtera l'établissement des gouvernemens constitutionnels dans le reste de l'Europe. Les derniers événemens à Naples paroissent justifier son opinion, mais malgré cela j'ose soutenir que c'est-là où l'anarchie trouvera ses bornes. Je parlerai plus bas sur les troubles néapolitains, je me borne ici à observer que l'Espagne est trop isolée, trop séparée des autres états européens, pour que les changemens qui lui arrivent, puissent avoir un grand effet sur le général. L'Angleterre, la France, les Pays-Bas, une grande partie de l'Allemagne ont reçu en différens tems des constitutions, et si leur exemple n'entraîna pas le reste de l'Europe, il est douteux que celui de l'Espagne puisse le faire. Éloigné par sa

situation géographique, n'ayant que peu de contact par ses autres rapports, ce pays ne pourra jamais exercer qu'une foible influence sur les autres gouvernemens européens.

L'auteur choisit les comparaisons selon qu'elles lui conviennent. Il dit: „Que sont la Hesse, la Poméranie, auprès de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne?” S'il faut outrer, qu'on m'accorde la même permission, et je dirai: Que sont la Gascogne, la Manche et St Marino auprès de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse? Le tableau même que l'auteur nous présente du partage des modes de gouvernement en Europe, nous montre que plus de la moitié de la population totale de cette partie du monde vit sous des sceptres absolus. On ne voit donc pas cette prépondérance que les gouvernemens constitutionnels doivent avoir selon l'opinion de Mr. de Pradt, et il n'est pas aisé non plus de supposer que ceux-ci entraîneront par leur exemple ou par d'autres moyens les premiers à les imiter et à adopter leur système.

On ne doit pas non plus oublier qu'il existe une différence essentielle entre les grandes monarchies constituées et celles qui ne le sont pas encore. Prenons pour exemples la France et l'Autriche. Dans la première un arrondissement par-

fait

fait, l'égalité de religion, d'usages, de langue, d'intérêts facilite un établissement par lequel chaque province peut jouir des mêmes droits, des mêmes privilèges sans inconvéniens. Une loi peut suffire au royaume entier. En Autriche au contraire, comment pourroit-on établir une constitution générale qui ne blessât pas quelqueune des parties constituantes de la monarchie? On ne peut aisément accorder aux nouveaux états italiens les privilèges des Hongrois. On ne peut sans injustice et sans exciter de sérieux murmures, ôter à ceux-ci les droits que leurs ancêtres leur ont transmis. Que doit-on faire? Avoir une constitution séparée pour chaque province? Cela exciteroit encore plus de jalousies. Voilà de ces difficultés qu'on n'examine pas quand on constitue des royaumes par un coup de plume, et qu'il faut cependant bien peser pour ne pas s'exposer aux suites les plus désastreuses.

ad 6. L'auteur nous donne une définition toute neuve de la royauté; voici ses mots:

„Le Roi est le chef d'un peuple guerrier, le guide d'un peuple ignorant, le maître d'un peuple abruti; à ces trois titres seul il commande.”

Je ne répliquerai rien à ceci, sinon que probablement Mr l'archevêque entend par là les rap-

ports de souveraineté chez les Hurons et chez les Iroquois, mais non pas ceux de l'Europe civilisée.

Mr. de Pradt s'efforce enfin de nous prouver que dans les circonstances actuelles il ne peut plus exister en Europe que des monarchies constitutionnelles, et il paroît indiquer que les peuples sauront obtenir les droits de représentation par la force, étant encouragés par le succès de la révolution espagnole. Je ne puis à cet égard que me référer à ce que je viens de dire plus haut, c'est-à-dire que les révolutions ont en général des suites trop funestes pour servir d'encouragement, et que la plus grande partie de l'Europe étant privée des raisons de révolte qui pouvoient avoir existé en Espagne, n'y songera pas, mais s'efforcera de guérir les plaies des dernières guerres sous le sceptre des Souverains paternels que la Providence lui a accordés.

L'exemple récent des événemens de Naples ne prouve pas grand'chose en faveur des opinions de l'auteur. Le peuple n'a pas pris part à la révolte. Une soldatesque mal disciplinée, conduite par des chefs qui n'ont pas rougi de trahir leur honneur et leurs sermens, a bouleversé à elle seule le gouvernement Napolitain. Ce n'est qu'une révolte à la turque, un événement qui doit faire

trembler les peuples, quand ils songent que les choses en sont venues au point que chaque rebelle entreprenant peut amasser une poignée de soldats et dicter des lois à son pays et à son Souverain. Les états qui jouissent d'une armée bien disciplinée n'ont pas à craindre de telles horreurs.

C'est un désir naturel des peuples de voir une diminution dans la masse du militaire qui obère les états et ruine les finances. L'auteur suppose que l'établissement général de l'ordre constitutionnel en Europe amèneroit ce bienfait. Il dit que des états qui ne sont pas à la merci absolue de la volonté d'un Souverain et de celle de ses favoris, auront moins de guerres à soutenir, vû que tous les sujets de querelle qui ne sont pas intimement liés avec le bien-être du pays, cesseront. C'est de là que l'auteur déduit la facilité de diminuer l'état militaire. Il paroît cependant que ce raisonnement n'est pas clair. Chaque état connoît ses forces. Tel royaume qui croyoit, il y a trente ans, ne pouvoir mettre sur pied que 50,000 hommes, sait maintenant qu'il peut en armer 120,000 à l'aide du nouveau système de la Landwehr. Dès que ces rapports sont une fois établis, on ne peut, sans le plus grand danger, faire des retranchemens qui détruiraient toute proportion

de force envers les voisins. On ne peut non plus proposer une diminution générale du militaire en Europe, car, dès qu'une guerre éclaterait, chacun des partis emploierait toutes les forces qu'il aura apprises à se connaître. La guerre n'est pas un jeu d'échecs, où chacun est limité à un certain nombre de combattans. Jadis on employait tout ce qu'on croyait pouvoir tirer du pays. Maintenant on sait qu'on peut entrer en lice avec un nombre trois fois aussi considérable, et l'on ne manquera pas de les employer dès que la nécessité l'exigera.

Il est probable que les représentans d'un royaume voudront réduire au minimum possible la masse de leur militaire pour diminuer le fardeau de la dépense publique. Mais ce seroit bien là la politique la plus fautive. Dans l'état actuel des choses il *faut* une force militaire considérable en proportion de ce que les Etats avoient jadis. Sans cela, on peut être pris au dépourvu. Dans des cas de nécessité urgente il seroit trop tard de se renforcer par des levées. Celles-ci ne sauroient être que précipitées, et il faut du temps pour organiser une armée. On se repentiroit bien vite d'avoir voulu épargner des sommes qui au fond auroient circulé dans le pays et qu'on seroit peut-être obligé de prodiguer à un ennemi plus

avisé, qui auroit gardé ses forces et qui s'en serviroit aux dépens de l'état économe.

Le système de la Landwehr, digne héritage de Scharnhorst, est d'ailleurs tel, qu'un pays peut entretenir une masse considérable de troupes exercées sans être obéré par une dépense trop forte.

L'Angleterre a fait de grands retranchemens dans son état militaire, mais c'est aussi la seule puissance en Europe qui soit assez favorisée par sa position géographique pour pouvoir exécuter une telle réduction; et nonobstant cela, le parlement n'a pas voulu accorder la diminution ultérieure qui vient d'y avoir été proposée il y a quelques mois.

L'auteur considère ensuite les mesures à prendre en Espagne dans les circonstances actuelles. Je ne suivrai pas ses raisonnemens sur ce point; il est très difficile d'indiquer ce qu'il faut faire dès qu'on ne peut plus baser sur la force des lois ni sur la voix de l'honneur. Voilà cependant le cas de l'Espagne, voilà le cas de tout pays qui subit une révolution militaire. Une armée qui vient de trahir de sang-froid ses devoirs contre son Souverain, ne sera pas retenue par les sermens qu'elle

prêtera à une constitution qui lui est inconnue. Il suffira peut-être de quelque chef courageux qui pourra attirer à lui les troupes par des libéralités ou par son influence personnelle, pour exciter une contre-révolution. D'autres s'élèveront contre lui; il faudra décider par la force des armes. Je ne dis pas pour cela, que l'Espagne doive absolument avoir une guerre civile. Il est à souhaiter que tout se passe tranquillement. Mais ce n'est pas-la sur quoi l'on peut compter.

Il fut un tems où la loyauté étoit comptée pour une des principales vertus. On eût rougi de la trahir. Les sermens étoient sacrés, et le simple manque de parole déshonorait un homme pour la vie. Ces tems ne sont plus. On s'est perfectionné, le monde s'est élevé à un degré supérieur de civilisation. Et en quoi consiste cette amélioration? Dans le courage d'avouer publiquement le crime, la trahison, le manque de parole, et dans celui de défendre ces actions dans un style brillant.

Il se trouve en effet des auteurs qui comblent de louanges des individus qui auroient subi le dernier supplice si leur entreprise avoit échoué. Ces auteurs présentent l'esprit de révolte, l'anarchie, comme des exemples dignes à suivre. Mais

qu'ils ne se flattent pas d'un vain espoir de succès! Il existe encore des pays où le citoyen jouit paisiblement de ses droits sous la protection de son Souverain, des pays où le soldat connoît ses devoirs et estime son honneur, sa parole par dessus tout. Le danger commun y a réuni le Prince avec le Peuple dans une famille. On n'y regarde pas le Souverain comme un maître dont on veut secouer le joug, mais comme un père auquel on est heureux d'obéir. Ces peuples sont très-forts, et ceux qui tâcheroient de semer la discorde dans une telle famille, éprouveroient à leurs dépens qu'une garantie fondée sur l'amour mutuel entre le Souverain et ses sujets, et sur l'honneur et la foi des sermens, est la meilleure constitution possible.

... de l'année ...

Imprimé chez Aug. Guill. Schade, Grünstrasse Nr. 18.